



**HAL**  
open science

## Master Langages, cultures et communications

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Langages, cultures et communications. 2014, Université de La Réunion. hceres-02040603

**HAL Id: hceres-02040603**

**<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040603v1>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

# Rapport d'évaluation du master



Langues, cultures et communication

de l'Université de la Réunion

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

*En vertu du décret du 3 novembre 2006<sup>1</sup>,*

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

---

<sup>1</sup> Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



# Évaluation des diplômes Masters – Vague E

Évaluation réalisée en 2013-2014

Académie : La Réunion

Établissement déposant : Université de la Réunion

Académie(s) : /

Établissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Langues, cultures et communication

Domaine : Sciences humaines et sociales

Demande n° S3MA150008727

## Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université de La Réunion. Campus de St-Denis / Le Tampon.

- Délocalisation(s) : /

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

## Présentation de la mention

La mention *Langues, cultures et communication* se propose d'étudier les phénomènes de contacts de langues qui caractérisent les sociétés créoles francophones ; elle combine une approche théorique critique avec un travail de terrain (au sein de l'espace créole, de l'espace indien-océanique, et entre cet espace et le reste du monde). Ses débouchés sont aussi bien l'enseignement et la formation que la communication, ainsi que la recherche dans ces deux domaines. C'est pourquoi elle se décline en deux spécialités, ayant chacune un parcours recherche et un parcours professionnel : *Sciences du langage* (SL avec Océan Indien et ses langues / Ingénierie des langues) et *Sciences de l'information et de la communication* (SIC avec Information-Communication / Métiers du journalisme et de la communication).

La mention s'inscrit dans le master *Lettres, Sciences Humaines et Sociales*, à la faculté des lettres et sciences humaines, et elle s'appuie sur les membres et les travaux du laboratoire LCF (Laboratoire de recherche sur les espaces Créolophones et Francophones, LCF-EA 4549), ce qui permet à certains étudiants de prolonger leur formation en doctorat, dans l'Ecole doctorale 541 Sciences Humaines et Sociales (SHS), ouvertes aux sections du Conseil National des Universités (CNU) 7, 9, 70, 71 et 73.

Ses objets d'étude (réflexion et pratiques professionnelles) trouvent leur place dans le contexte et les problématiques des aires créoles et francophones, à La Réunion et dans les pays proches (Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles), c'est-à-dire dans un contexte anthropologique indien-océanique large.



## Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

La mention *Langues, Cultures et Communication* vise principalement les deux domaines de l'enseignement et de la formation d'une part, et de la communication d'autre part, avec une réflexion théorique relevant de la recherche (dans les parcours recherche, mais pas seulement), et des applications pratiques préparant les étudiants à l'insertion professionnelle (dans les parcours professionnalisants, mais pas seulement) ; l'ensemble est donc à la fois bien articulé, lisible et équilibré. C'est ce que montrent les compétences attendues à l'issue de la formation : maîtrise des problématiques littéraires, linguistiques, communicationnelles et culturelles dans les espaces francophones et créolophones, applications aux contextes socio-culturels. D'autres compétences sont inhérentes aux masters : autonomie et créativité professionnelle et intellectuelle, capacité d'argumentation et de présentation d'une thèse et/ou d'un projet professionnel et/ou personnel. Les compétences spécifiques à la mention auraient pu être resserrées et valorisées par le dossier.

En interne, les mutualisations avec les masters de la faculté des lettres et sciences humaines représentent 84 heures CM et concernent langues, technologies de l'information et de la communication [TICE], méthodologie, ouverture interdisciplinaire et connaissance du contexte indien-océanique (et certifications de type Certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur [CLES], Certificat informatique et internet [C2i]...). Et dans chaque spécialité, les parcours sont mutualisés à hauteur de deux tiers des enseignements. Pour la mention, le tronc commun mutualisé (36 heures CM) porte essentiellement sur la connaissance de l'environnement local, des sociétés créoles en général (et de l'océan Indien en particulier). Là encore, la lisibilité est claire et l'articulation entre les différents parcours est bien équilibrée. Seul l'enseignement de la langue vivante sous forme de CM paraît étonnant. Logiquement, les masters 2 s'achèvent par un Travail d'étude et de recherche (TER) pour les parcours recherche et par un mémoire de stage pour les parcours professionnalisants. Il existe des possibilités réelles d'inscription en formation continue et un jury de Validation des acquis de l'expérience (VAE) fonctionne. Le recrutement est de droit en M1 avec une licence d'une même discipline, sinon il se fait sur dossier. En M2, le recrutement se fait sur dossier (validations d'acquis) pour une autre discipline et sur dossier aussi pour la même discipline, avec une attention particulière au projet de recherche (parcours recherche) ou professionnel (parcours professionnalisants). La bonne articulation entre parcours et les mutualisations ont rendu possibles les réorientations entre deux semestres, avec des passerelles d'un parcours à l'autre. Les enseignements du parcours professionnalisant *Ingénierie des langues* sont mis en ligne, ce qui élargit le public concerné et l'attractivité du diplôme.

La difficulté principale réside dans l'isolement et l'éloignement insulaire de cette offre de formation. Mais les parcours proposés font de cet inconvénient un avantage, en s'appuyant (géographiquement) sur les problématiques des aires créoles et francophones, à La Réunion et dans les pays proches -Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles-, c'est-à-dire une réflexion sur des pratiques professionnelles dans un contexte anthropologique indien-océanique large, (professionnellement) sur les professionnels locaux, avec des stages professionnels obligatoires en M1 et M2 pour les parcours professionnalisants -facultatifs dans les autres parcours-, et (institutionnellement) sur les activités du Laboratoire de recherche sur les espaces Créolophones et Francophones (LCF-EA 4549), où les intervenants travaillent en sciences du langage, anthropologie, sciences de l'information et de la communication, sciences de l'éducation. Les liens peuvent ainsi s'établir avec un environnement relativement proche, des pays voisins (quelques inscriptions venant des pays de la région, et « contacts » pris avec d'autres, d'Afrique de l'Est), du tissu socio-économique local (par exemple convention avec le Pôle régionale des musiques actuelles, avec la réserve naturelle marine), et des formations doctorales internes à l'université (ED 541, SHS), avec la construction de séminaires communs avec les doctorants. Certains chercheurs venus d'autres universités françaises interviennent ponctuellement, et un accord Erasmus recherche a même été signé récemment avec Liège pour la spécialité *Science de l'information et de la communication*. La mention tire donc tout le parti possible de sa situation.

Il est néanmoins difficile de mesurer les bénéfices dont les étudiants retirent sur le plan de l'insertion en particulier. En effet, les formations sont attractives sur le plan du recrutement : elles visent des étudiants littéraires, linguistes, anthropologues, et des étudiants en communication ayant un intérêt pour les problématiques des aires créoles et francophones ; et elles ne se limitent pas aux étudiants de La Réunion, mais recrutent aussi dans des pays proches (mauriciens, malgaches, comoriens et seychellois). Les inscriptions sont en hausse en M1 entre 2010-11 et 2011-12 (pas de chiffres clairs 2012-13), de 64 à 72 (M2 de 72 à 62) ; et surtout le M2 continue à attirer des étudiants venus d'autres formations (13 % en 2012-13). Les réussites sont en hausse, mais dans des flux difficiles à analyser (et les chiffres incohérents, selon les pages des dossiers fournis) : le nombre de diplômés est en baisse de 70 à 53 % sur la période 2010-11 et 2011-12 (pas de chiffre 2012-13), de 28 diplômés sur 51 inscrits (2010-11) à 24 sur 72 (le pourcentage est donc faux sur ces chiffres). Pour les parcours recherche, l'insertion doit se faire dans les métiers de



l'enseignement, de la culture, de la recherche publique ou privée, et de l'expertise, surtout avec un doctorat. Dans les parcours professionnels, l'insertion est logiquement visée à l'issue du M2. Mais, dans les deux cas, il n'y a pas de suivi systématique et institutionnel des diplômés : les chiffres donnés sont déclaratoires et étayés par aucune méthodologie d'enquête.

Ces manques reflètent des difficultés plus générales dans le pilotage de la mention. Si la bonne volonté de l'équipe est manifeste, il faut noter l'absence de poste de secrétariat spécifique (pour le master comme pour l'équipe d'accueil), l'absence de conseil de perfectionnement formalisé, le refus conscient de l'évaluation des enseignements par les étudiants. Certains indices sont néanmoins très positifs, et répondent en parties aux critiques antérieures : le jury de VAE est en place (et il accueille des étudiants : 6 pour la spécialité *SIC* en 2010-13), la présence d'un tuteur par niveau dans la spécialité *Sciences du langage*, la bonne inscription du master dans la logique LMD (liens vers le doctorat en particulier), le renforcement des liens avec le tissu local des professionnels et de la recherche (prise en compte consolidée de la situation géographique et culturelle). Mais le reste est moins clair : les « fiches de synthèses », sont intéressantes quoique trop rapidement complétées, le dossier comporte un ensemble de documents émanant des responsables du master (fiches), de la vice-présidence recherche (long document d'une centaine de pages, mais qui concerne tous les masters, dont les chiffres et statistiques ne sont pas très lisibles et qui -pour la mention LCC- répète le dossier lui-même). Si le dossier est bien présenté, long et bien rédigé, les chiffres ne sont pas toujours compatibles d'une page à l'autre. De même, la présentation rend certains parcours plutôt autonomes et contredit les efforts de mutualisations et d'intégrations. La fiche RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles), en revanche, est assez claire et précisément remplie.

La mention est aussi tributaire de plusieurs accords internationaux (avec Liège surtout, mais des universités plus proches sont mentionnées) et de recherches de coopérations, mentionnées mais pas encore formalisées. De même, la mise en place de l'École supérieure de l'éducation et de la formation (ESPE) aura des conséquences sur l'organisation de certains parcours (recherche notamment, qui seront rattachés à l'ESPE alors qu'ils étaient partiellement mutualisés jusque-là dans les masters de l'UFR).

- Points forts :

- Mention clairement appuyée sur le tissu culturel et linguistique local et visant à combler les manques en matières d'éducation / formation / communication.
- Parcours professionnels bien conçus et attirants pour les étudiants.
- Ouvertures vers les professionnels, les étudiants de la région et des îles voisines (et au-delà), les chercheurs qualifiés dans les domaines d'enseignements proposés.
- Fort appui sur l'équipe de recherche, dont les axes sont cohérents avec ceux de la mention.
- Très bonne insertion professionnelle pour un des parcours.

- Points faibles :

- Articulation faible (malgré les tronc communs) entre les différents parcours, notamment professionnalisants et recherche.
- Partenariats à préciser ou approfondir avec les institutions et entreprises locales (le dossier n'est pas toujours explicite).
- Devenir professionnel des diplômés pas clairement connu (manque d'informations quantitatives et qualitatives).
- Absence de conseil de perfectionnement et d'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Taux de réussite insuffisants en M2.
- Manque de soutien administratif.
- Confusion dans les chiffres d'inscription en master et les taux de réussite, ce qui les rend inexploitable et peu fiables.

- Recommandations pour l'établissement :

La précision des objectifs de la mention (et de ses spécialités et parcours) pourrait permettre donner une cohérence à l'ensemble ou de faire des choix. L'articulation des différents parcours devrait encore être précisée.

Les partenariats pourraient encore se formaliser. Ils concernent à la fois les acteurs locaux, les coopérations internationales (y compris sous la forme de simple information au-delà des frontières immédiates), l'articulation entre les compétences et mutualisations relevant de l'ESPE (notamment pour le parcours « créole » du master MEEF et le parcours *Océan indien en ses langues* de la spécialité *Sciences du langage*).

La mise en place d'enseignements à distance (voir parcours *Ingénierie des langues*), qui donne de bons résultats devrait être soutenue et développée.



Un soutien administratif permettrait de synthétiser et d'éclaircir les données chiffrées concernant les inscrits et les taux de réussite, de suivre plus efficacement le devenir des diplômés.



# Évaluation par spécialité

## Sciences du langage

- Périmètre de la spécialité :

*Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :*

Université de La Réunion. Campus de St-Denis / Le Tampon.

*Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité :*

*Délocalisation(s) :*

*Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :*

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Sciences du langage* est une des deux spécialités de la mention *Langues, cultures et communication* : avec l'acquisition des connaissances linguistiques de base (phonologie, morphologie, syntaxe...), elle veut prendre en compte les spécificités linguistiques et culturelles de La Réunion. Cette singularité du terrain (contexte linguistique et sociologique) amène à une spécialisation en sociolinguistique puisqu'il s'agit d'étudier les contacts de langues, composante essentielle de l'identité de la région.

- Appréciation :

Comme tous les masters, la spécialité veut développer, chez les étudiants, une démarche de recherche et la capacité d'argumentation et de présentation d'une thèse et/ou d'un projet professionnel ou personnel, tout en contribuant au développement de la recherche dans les pays de la zone (Seychelles, Comores, Mayotte, Madagascar), notamment en regard de leurs besoins éducatifs. La spécialité est conçue comme l'aboutissement pédagogique de la politique générale et des thématiques du laboratoire LCF, spécialisé en francophonie et créolophonie. Elle est organisée très lisiblement en deux parcours : parcours professionnel *ingénierie des langues* et parcours recherche *Océan Indien et ses langues*. Mais l'ensemble, qui met en œuvre une linguistique observationnelle, descriptive et explicative, faisant entrer toutes les composantes habituelles des langues en même temps que la spécificité du terrain, amène à une spécialisation en sociolinguistique et à une orientation nettement variationniste, sur le terrain de l'Océan Indien (créolistique). La recherche fondamentale porte aussi sur l'école et l'enseignement, jusque dans leurs enjeux politiques et culturels.

En interne, on retrouve un équilibre entre UE de tronc commun (des masters, pour 54 heures étudiants en M1 28 en M2 / de la mention, pour 18 heures étudiants en M1, et 18 aussi en M2) et UE spécifiques (respectivement 144 en M1 et 90 en M2) ; des séminaires de méthodologie permettent aux étudiants d'exposer leur recherche et de prendre conscience de la nécessité de l'interdisciplinarité en SHS. Le stage professionnel est obligatoire en M1 et M2 pour les parcours professionnalisants (soit deux fois 8 semaines), alors que l'organisation universitaire (calendrier notamment) les rend difficiles pour les parcours recherche. Aucun intervenant professionnel n'intervient dans le parcours recherche, et un seul assure 18 heures sur 252 heures pour le parcours professionnalisant (en réalité, 126 heures en tout sont assurées avec l'étiquette « professionnalisation »). Quel que soit le volume effectif, il reste insuffisant. La formation à distance existe depuis 2011, bien conçue avec des travaux actifs de type coopération synchrone, travaux collaboratifs et interactions enseignants / étudiants et entre étudiants. La formation continue (FC) est effective : au moins la moitié des étudiants de M1 sont en FC (17 contre 15) pour le parcours professionnalisant en 2012-13 (mais seulement 4 en M2). Une commission propre en VAE est évoquée, mais pas les statistiques sur le nombre de dossiers examinés / acceptés. Concernant les échanges internationaux, des « relations » sont mentionnées avec les Alliances françaises et l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE), sans précision sur d'éventuels accords formels.

La spécialité est attractive : si les inscriptions sont essentiellement d'origine réunionnaise, quelques demandes proviennent des îles voisines (Comores, Madagascar, Maurice) ; 12 étudiants sur 32 ne viennent pas de La Réunion pour le parcours professionnel ; quelques étudiants de M2 viennent d'une autre formation en M1, mais les chiffres sont en nette baisse en 2012-13. Globalement, les effectifs sont en baisse (avec 7 en M1 pour 2012-13) pour le parcours recherche, mais en nette hausse pour le parcours professionnel (32), qui concerne les enseignants de





primaire et secondaire (La Réunion / Mayotte) et autres formateurs, surtout depuis la mise en place de la formation à distance. Les résultats en termes d'insertion sont peu explicites, du fait de l'absence de suivi systématique et institutionnel des diplômés : doctorat et métiers de l'enseignement sont les débouchés revendiqués, mais les chiffres ne sont pas significatifs.

L'organisation pédagogique montre un faible nombre d'intervenants professionnels (un seul, pour 18 heures/9 heures en M1/M2 du parcours professionnel), mais une bonne répartition des enseignants-chercheurs. Il existe des jurys de diplôme et de soutenance de TER / mémoire. On note aussi la présence d'un tuteur par niveau. Cependant, cette organisation devrait être modifiée avec la construction du partenariat avec les Seychelles (qui existe déjà au niveau licence), la révision des parcours et les mutualisations avec l'ESPE, et le passage de la formation « à distance » du M2 du parcours professionnalisant en 2013-14 (après le M1). En fait, Le parcours recherche semble à la fois moins attractif et déstabilisé par la mise en place de formations à l'ESPE, alors que le parcours professionnel se renforce et s'autonomise, notamment par la mise en ligne des enseignements.

- Points forts :

- Mise en ligne des enseignements du parcours « ingénierie des langues », qui répond en partie aux difficultés de circulation des étudiants entre les îles de l'Océan Indien.
- Parti pris original de considérer les langues en contact à la Réunion : créole, français et autres langues ; la perspective est intéressante socialement et politiquement pour l'identité de la zone.
- Rôle important du parcours professionnel dans la formation de formateurs locaux et au-delà.
- Rôle central de la linguistique à l'UFR et dans les SHS (scientifiquement et professionnellement puisque présent dans les concours) ; de même, adossement pertinent à la recherche.

- Points faibles :

- Faible nombre d'heures assurées par les professionnels extérieurs (aucune dans le parcours recherche / 18 CM dans le parcours professionnel).
- Pas de conseil de perfectionnement ou d'évaluation des formations par les étudiants.
- Au-delà des matières du tronc commun, les deux parcours semblent déconnectés, y compris dans la présentation du dossier.
- Taux de réussite au diplôme ne dépassant jamais 50 %.
- Nombreuses données manquantes ou contradictoires dans le dossier.

- Recommandations pour l'établissement :

Concernant l'organisation pédagogique, il s'agirait de renforcer les modalités de suivi de la formation et des étudiants, d'ouvrir un peu l'équipe pédagogique à des professionnels extérieurs, d'identifier les raisons du faible taux de réussite et agir en conséquence, et de réfléchir aux relations qui unissent (ou non) les deux parcours.

L'organisation générale devrait aussi éclaircir les compétences ou mutualisation avec l'ESPE (notamment pour le parcours « créole » du master MEEF et le parcours *Océan indien en ses langues* de la spécialité *Sciences du langage*. De même, les accords de coopération et d'échanges avec les îles et pays les plus proches pourraient être formalisés, ce qui permettrait de renforcer l'attractivité internationale du parcours professionnel.



## Information et communication

- Périmètre de la spécialité :

*Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :*

Université de La Réunion. Campus de St-Denis / Le Tampon.

*Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité :*

*Délocalisation(s) :*

*Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :*

- Présentation de la spécialité :

La spécialité fonde son projet sur la recherche concernant les médias, les technologies de la communication et leurs usages, l'espace public ou encore la communication des organisations. Concrètement, elle s'intéresse aux processus de patrimonialisation, à la circulation sociale des savoirs et à la « communication scientifique publique », aux questions que pose la gouvernance participative de l'environnement comme forme politique inscrite dans des pratiques de communication, aux relations entre savoirs, nature et cultures. Les préoccupations scientifiques restent donc en phase avec l'environnement et la situation insulaire de l'université.

- Appréciation :

Comme tous les masters, la spécialité *Information et communication* cherche à développer l'esprit critique chez les étudiants et, plus spécialement ici, leur capacité à analyser des données (locales) complexes, par une formation à l'enquête de terrain, par l'analyse de corpus, par des synthèses et des travaux réflexifs individuels et collectifs, par l'entraînement aux communications publiques (écrites / orales) des résultats. Prenant en compte la formation culturelle et patrimoniale et l'environnement socio-économique local et régional, la spécialité vise la réflexion ou les pratiques professionnelles du journalisme et de la communication, avec un double parcours, professionnel *Métiers du journalisme*, et recherche *Information-Communication*, ce qui semble judicieusement organisé et équilibré. L'enseignement s'articule sur la présence d'un tronc commun (à la mention, à la spécialité) comportant Langues vivantes, TICE et certifications (de type CLES, C2i...), méthodologie de la recherche, ouverture interdisciplinaire, connaissance des sociétés de l'Océan Indien, y compris ethnologie, sociologie, anthropologie (de la communication, de la politique), sémiotique, analyse de discours. La recherche est présente dans les séminaires dédiés, qui développent la réflexion théorique ou les travaux à partir d'analyses empiriques ou scientifiques, ainsi que l'invitation de chercheurs (rares pour des questions budgétaires) ; les universitaires sont pourtant peu nombreux dans l'équipe de formation (2 enseignants-chercheurs et deux PAST). Les stages ne sont que proposés aux étudiants du parcours recherche, mais l'organisation universitaire (le calendrier notamment) les rend peu attractifs, alors qu'ils sont obligatoires dans le parcours professionnel en M1 (8 semaines) et M2 (16 semaines). La spécialité est proposée essentiellement en formation initiale (mais la possibilité d'inscription en formation continue existe), et un jury de VAE ouvre les inscriptions (6 étudiants effectivement accueillis sur la période 2010-13). Il existe un « partenariat » avec l'Université des Seychelles et surtout un accord Erasmus Recherche avec Liège pour la spécialité *Sciences de l'information et de la communication* a été signé en 2013 (il n'y a donc pas encore de statistiques).

Le recrutement se fait essentiellement avec des étudiants originaires de La Réunion, mais quelques (?) demandes des îles voisines (Comores, Madagascar, Maurice), quelques (?) étudiants de métropole pour les parcours professionnels, ainsi que les échanges Erasmus avec Liège montrent un attrait pour la formation ; les 20 % de M2 qui viennent d'une autre formation que le M1 correspondant sont aussi un indice certain de l'attractivité. Le flou des statistiques est aussi sensible dans l'absence de suivi systématique et institutionnel des diplômés : des « contacts personnels » semblent montrer que plus de 80 % des diplômés sont insérés dans la vie professionnelle à l'issue de la formation mais on peut s'interroger sur le nombre de journalistes et communicants (parcours professionnel) ou de chercheurs en communications que le tissu local peut absorber.

L'équipe pédagogique est resserrée et efficacement structurée : elle est formée de 6 titulaires de l'université (mais seulement 2 enseignants-chercheurs et 2 PAST) et de 2 et 3 (parcours recherche en M1 et M2) ou 17 et 18 (parcours professionnalisant) professionnels, qui interviennent pour 12,4 % (recherche) et 37 % (professionnalisant, auquel il faut ajouter deux mi-temps de PAST, et le temps de stage). Le détail n'est pas toujours clair, mais



L'impression reste très positive. En revanche, on doit déplorer l'absence de conseil de perfectionnement et celle de l'évaluation des enseignements.

Les partenariats sont décrits comme en cours de construction avec Madagascar, les Comores, Maurice.

- Points forts :
  - Ancrage théorique et pratique tenant compte de l'environnement local.
  - Accent mis sur la professionnalisation, même pour les parcours recherche.
  - Articulation avec la recherche (y compris doctorat), due à une équipe pédagogique compétente et le recours aux professionnels.
  - Compétences transversales bien développées.
  
- Points faibles :
  - Le parcours recherche ne représente qu'un quart des étudiants, ce qui crée un fort déséquilibre et rend ces étudiants difficiles à insérer, d'autant que le nombre de ceux qui poursuivent en doctorat est faible (statistiques manquantes et contradictoires, sauf pour 2011-12, où le chiffre est de 1).
  - La partie recherche et théorie semble donc un peu négligée dans les faits.
  - Pas de conseil de perfectionnement ou d'évaluation des formations par les étudiants.
  
- Recommandations pour l'établissement :

Concernant l'organisation pédagogique, les modalités de suivi de la formation et des étudiants pourraient être renforcées. Sur le plan des contenus, la partie recherche serait à développer : il s'agirait de consolider la partie théorie de la communication. La professionnalisation, qui semble un des atouts de cette formation (intervenants, stages, et insertion professionnelle), pourrait aussi être poursuivie.

À l'extérieur, il s'agirait d'asseoir une stratégie pour attirer les étudiants en formation continue, et de formaliser les accords de coopération et d'échanges avec les îles et pays les plus proches.



# Observations de l'établissement

**OBSERVATIONS RELATIVES AU RAPPORT D'ÉVALUATION AERES  
MASTER MENTION LANGUES, CULTURES ET COMMUNICATION**

L'Université de La Réunion n'entend formuler aucune observation sur ce rapport.

Le Président

Pr Mohamed ROCHDI

